



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

N° DE REFERENCE : AOO-2026001

FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS D ACTIVITES DE SOINS
A RISQUES INFECTIEUX OU ASSIMILES (DASRI) POUR LES
ETABLISSEMENTS DU GHT44**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES

(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT 44)

IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE

44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE, PRESENTATION DU GHT 44	3
2. OBJET DU MARCHÉ.....	3
2. ALLOTISSEMENT.....	5
3. FORME ET DUREE DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
6. ENGAGEMENT DU TITULAIRE	7
7. SOUS-TRAITANCE	7
8. PHASE DE TRANSITION DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE.....	8
9. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS	8
10. ASSURANCE.....	8
11. MODALITES DE DETERMINATION ET D'AJUSTEMENT DES PRIX.....	9
11.1. PRIX DE REFERENCE ET PRIX DE REGLEMENT	9
11.2. REVISION DES PRIX	9
12. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	10
13. AVANCE	10
14. MODALITE DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	10
14.1. MODALITES DE REGLEMENT : ACOMPTES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	10
14.2. DELAI DE PAIEMENT.....	10
14.3. PRESENTATION DES FACTURES	11
14.4. TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	11
15. PENALITES	12
16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION	12
16.1. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	12
16.2. RESILIATION POUR FAUTE	12
16.3. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	13
17. CLAUSE DE REEXAMEN	13
18. LITIGES ET LANGUES	13
19. ENGAGEMENT DU TITULAIRE	13
20. SECURITE DES PERSONNES	14
21. REPRISE DU PERSONNEL	14
22. DEROGATIONS AU C.C.A.G. F.C.S.	15

1. PREAMBULE, PRESENTATION DU GHT 44

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44):

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants: CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures).

2. OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la collecte et le traitement par incinération des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) produits par les différents établissements du GHT 44, ainsi que la fourniture et la maintenance des emballages agréés pour le transport par route des matières dangereuses.

Seul le CHU de Nantes a identifié des besoins au jour du lancement de la procédure de mise en concurrence pour le présent marché.

Toutefois, ce recensement est indicatif. Conformément aux dispositions de l'article « clause de réexamen » du CCAP, les besoins des établissements du GHT44 pourront être intégrés au présent marché

en cours d'exécution après que le titulaire en ait été préalablement informé par décision dûment notifiée par le Pouvoir adjudicateur.

Terminologie :

Dans le présent document, ainsi que dans tous les documents relatifs au marché, sera utilisée la terminologie suivante :

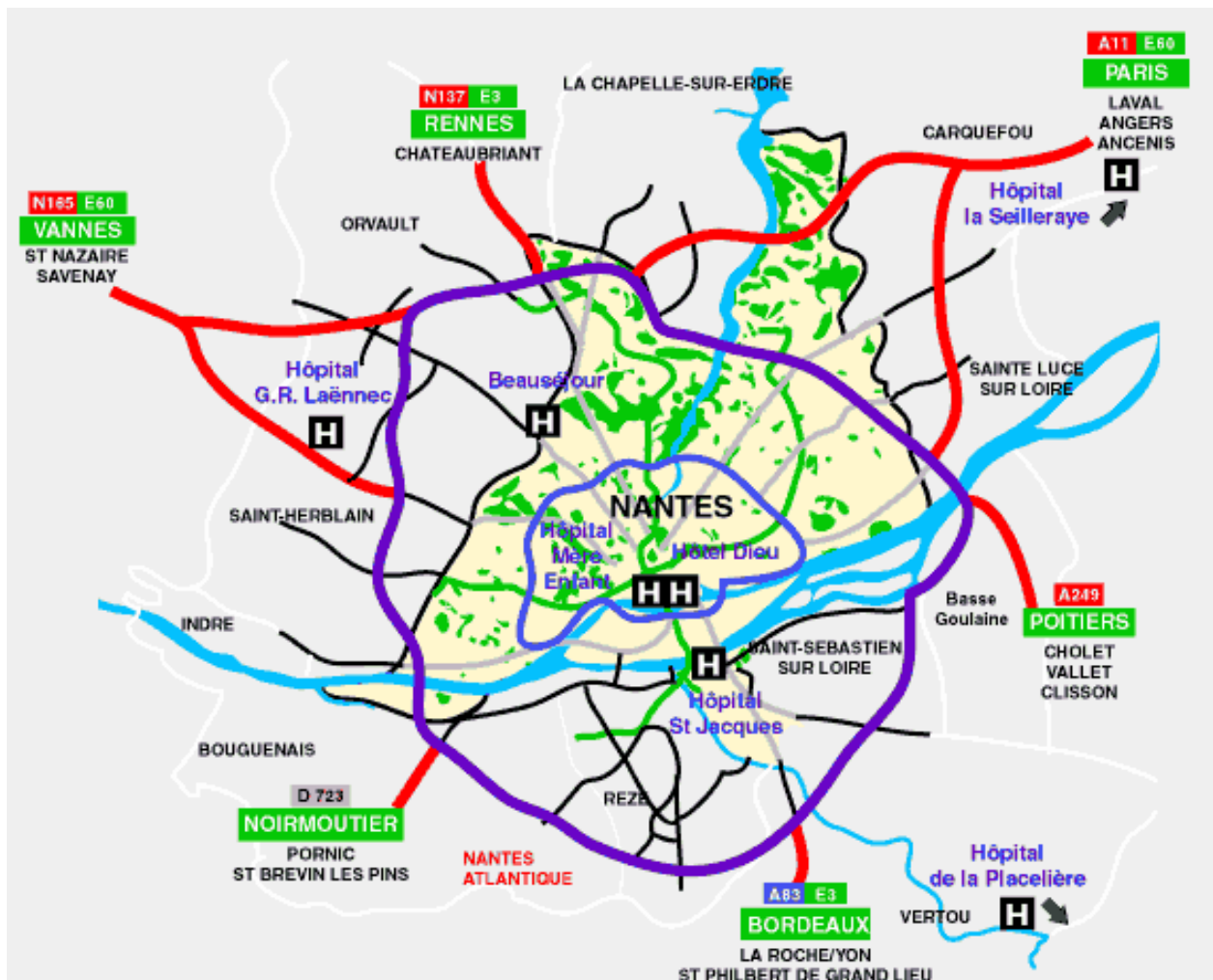
Collecte :	Ensemble des opérations consistant à enlever les déchets conditionnés en GE au point de regroupement des sites pour les acheminer vers le centre de traitement.
Traitement :	Ensemble des procédés visant à transformer les déchets pour notamment en réduire dans des conditions contrôlées le potentiel polluant initial, la quantité ou le volume, et le cas échéant assurer leur recyclage ou valorisation.
D.A.S.R.I.A	Déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés cf article 3 du CCTP
G.E.	Grand emballage, définis par les prescriptions de l'ADR. Ils correspondent à des moyens de double emballage, de manutention interne aux établissements et de transport sur la route pour les DASRI.

Périmètre d'exécution :

Les prestations concernées par le marché se dérouleront sur les différents sites du CHU de Nantes, à savoir :

- ↳ l'Hôpital Hôtel Dieu,
- ↳ l'Hôpital Laënnec,
- ↳ l'Hôpital St Jacques,
- ↳ l'Hôpital de la Maison Beauséjour
- ↳ l'Hôpital Bellier

La liste n'est pas exhaustive et peut évoluer en cours de contrat en fonction de l'évolution des activités des services du CHU de Nantes.



2. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti

3. FORME ET DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public est un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, avec seulement un maximum en valeur, conclu en application des dispositions des articles R 2162-2, R2162-13, R2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum du marché est fixé à **3 000 000 € HT** sur l'ensemble de la durée du marché en application du 2° de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

A titre indicatif, les quantités de déchets produits les dernières années sont précisées dans le CCTP. Ces quantités sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du marché public.

Le marché public est conclu pour une durée initiale d'un (1) an allant du 1 Juin 2026 (ou de sa date de notification si postérieure au 1 Juin 2026), reconductible 3 fois pour une nouvelle période d'un (1) an.

La durée totale du marché public ne pourra excéder 4 ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché public.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de changement de titulaire lors de la relance du marché, le titulaire en place s'engage à poursuivre la prestation pendant la phase transitoire de mise en place par le nouveau fournisseur dans les conditions prévues à l'article 9 du CCCAP ci-dessous.

4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées conformément aux exigences décrites dans les CCTP.

Une réunion de cadrage aura lieu avant démarrage de la prestation. A cette occasion, les plannings prévisionnels des prestations seront actés, les documents tels protocoles de sécurité, plans de prévention, fiches d'identification préalables des déchets, certificat d'acceptation préalable, etc...seront transmis. La réunion de cadrage donnera lieu à un PV de cadrage.

Le planning de réalisation des prestations aura valeur contractuelle pour le titulaire du marché public. Le planning pourra toutefois être modifié en cours d'exécution du marché public après accord des deux parties.

(Pour rappel, si les jours de la collecte hebdomadaire devaient coïncider avec un jour férié, la collecte serait décalée au jour ouvrable suivant.)

A chaque prestation, des bordereaux de suivi des déchets signés du chauffeur et d'un représentant désigné du CHU devront être remis au CHU de Nantes afin de permettre la traçabilité des déchets.

Des réunions pour suivi d'exploitation avec présentation de bilan seront tenues à une fréquence régulière, au minimum annuelle.

Chaque mois, en accompagnement de l'édition de la facture, il sera demandé un reporting (qualitatif et massif) en version électronique permettant de valider la facture.

La présentation du reporting devra être compatible avec les exigences relatives à la tenue du registre des déchets.

Les bons de pesée peuvent être demandés ponctuellement.

Un bilan sera exigé chaque fin d'année civile d'exploitation.

5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe bordereau des prix
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° AOO-2026001
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° AOO-2026001
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Cadre de réponse

- le mémoire technique libre (correspondant aux documents complémentaires fournis)
- le PV de la réunion de cadrage

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés à **l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente** qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires, ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

6. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire devra être en possession des autorisations préfectorales nécessaires pour l'exercice de son activité de transport, et de traitement des déchets . Ces autorisations devront être fournies au plus tard avant la signature du marché public et devront être renouvelées pendant l'exécution du marché.

Obligation de résultats :

Le titulaire s'engage à commencer la prestation au 1 Juin 2026 (cf article 4) au plus tôt, ou à compter du lendemain de la date de notification si elle est postérieure au 1 Juin 2026.

En cas d'impossibilité d'honorer les prestations, le CHU de NANTES fera exercer ces prestations par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire retenu, conformément à l'article 16 du CCAP.

Le titulaire s'engage à assurer l'activité du marché pour lequel il a été retenu dans le respect des engagements du cadre de réponse et devra prévoir dès le début du marché public l'organisation des moyens mobilisables de remplacement en cas de panne.

Le titulaire s'engage à exécuter la collecte et/ou le traitement, objet du présent marché public, en respectant les délais exigés par la réglementation et par les documents contractuels

7. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de l'accord cadre peut avoir un recours limité à la sous-traitance pour certaines prestations spécifiques minoritaires ou pour faire face à des surcharges d'activité.

Dans ce cas, le titulaire devra préalablement remplir une DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE, formulaire DC4 de la Direction des Affaires Juridique du Ministère de l'Economie et des Finances. Cette déclaration complétée dans toutes ses rubriques applicables et signée par le titulaire et son sous-traitant sera soumise à l'acheteur pour approbation.

Tout sous-traitant éventuel devra disposer des mêmes agréments et accréditations que ceux demandés au titulaire pour réaliser ses prestations.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre pour faute avec exécution aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord cadre (articles 41 et 45 du C.C.A.G.-FCS).

8. PHASE DE TRANSITION DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE

Au terme du marché, à la suite de la non-reconduction annuelle ou en cas de résiliation du marché et en cas de changement de prestataire, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder, à compter du terme du marché initial, la durée de trois mois.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Les pénalités à l'article 16 pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

9. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par les préposés responsables des différents sites du CHU de Nantes.

Si les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché public, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de respecter ses engagements et faire application de des articles 15 et 16 relatifs aux pénalités et à la résiliation.

10. ASSURANCE

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11. MODALITES DE DETERMINATION ET D'AJUSTEMENT DES PRIX

11.1. Prix de référence et prix de règlement

Pour toutes les prestations, les prix de référence seront les prix unitaires et forfaitaires nets hors taxes fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire et son annexe (*Annexe AE Bordereau de prix*).

Les prix de règlement seront les prix nets Toutes Taxes Comprises, au taux de TVA en vigueur à la date de notification de l'admission des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, au déploiement et replis des véhicules et installations du titulaire.

11.2. Révision des prix

Les **prix proposés pour les locations** des GE **seront fermes** sur l'ensemble de la durée du marché.

Les prix de collecte et de traitement seront fermes la première année d'exécution du marché. Ils seront ensuite révisibles annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre (1^{er} Juin de chaque année). Pour ce faire, le titulaire devra adresser sa demande de révision pour validation au pouvoir adjudicateur **au moins 3 mois avant l'échéance**.

Les **prix de collecte** seront révisibles annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times 0,20 \text{ (} 0,80 \times \text{CPF 38.12 / CPF0 38.12)}$$

P= nouveau prix

P0= prix à la notification du marché

CPF 38.12- Indice INSEE n° 010764304 -: Collecte dechets dangereux

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764304>

Les **prix de traitement** seront révisibles annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times 0,20 \text{ (} 0,80 \times \text{CPF 38.22 / CPF0 38.22)}$$

P= nouveau prix

P0= prix à la notification du marché

CPF 38.22- Indice INSEE n° 010764307 -: Traitement et elimination des dechets dangereux

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764307>

Clause butoir :

L'augmentation des prix sera plafonnée à 2 % par période de révision.

Clause de rencontre :

Le Titulaire peut solliciter une rencontre avec le pouvoir adjudicateur, lorsque la révision des prix proposée par le titulaire dépasse le seuil des 2 % prévu par la clause butoir.

A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur pourra admettre une augmentation supérieure à 2% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient.

En cas de refus du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter la demande de révision du titulaire et de ne pas reconduire l'accord cadre. Il en informera le prestataire par écrit. Cette décision de non reconduction n'ouvrira en aucun cas droit à indemnité pour le titulaire.

12. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

13. AVANCE

L'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG FCS est retenue pour ce marché.

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5% est accordée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

14. MODALITE DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

14.1. Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

14.2. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum, à l'exception des structures de coopération (GCS, GIP) pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

14.3. Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

14.4. Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
- L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

- ⇒ Le code service Hotelier_1 OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- ⇒ Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) est obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

15. PENALITES

Tout contrôle sera tracé par un procès-verbal.

En cas de non réalisation ou non satisfaction des prestations, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, des pénalités pouvant être cumulables comme suit :

-Retard dans la mise à disposition du matériel prévu sur site au démarrage du marché : 500 € / jour calendaire de retard /site

-Manquement constaté à une obligation fixée dans le C.C.T.P. : 150 € /jour calendaire/site

-Prestations ne respectant pas le planning arrêté (jour de collecte ou tranche horaire) : 150 € / écart au planning

Les pénalités appliquées seront déduites des factures mensuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra en aucun cas dépasser 25 % du montant maximum total HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION

16.1. Exécution aux frais et risques

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire:

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux dispositions du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Dans ce cas, sous réserve qu'elles soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. A l'expiration de ce délai, le marché est résilié ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

16.2. Résiliation pour faute

En cas de non respect des clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS. La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

16.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour motif d'intérêt général en application des dispositions de l'article 38 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

17. CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

18. LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité de l'acheteur auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice des prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez l'acheteur dans le cadre des interventions, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention,-

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier.

20. SECURITE DES PERSONNES

Les établissements du CHU de Nantes sont tenus de respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure telles que spécifiées par le Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, le titulaire de l'accord cadre dénommé « Entreprise Extérieure (1) » au sens du Code du Travail établira préalablement au commencement des prestations un « plan de prévention (1) » avec le CHU de Nantes dénommé « Entreprise utilisatrice (1) » au sens du Code du Travail et représenté par son « référent d'entreprise extérieure (1) ». Le titulaire « entreprise extérieure » devra se conformer aux exigences de sécurité de chaque établissement « entreprise utilisatrice » bénéficiaire des prestations. Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du CHU de Nantes en charge du suivi du marché. Cette remise devra s'opérer au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché ou 4 jours ouvrés avant le début d'une intervention prévoyant un plan de prévention spécifique.

21. REPRISE DU PERSONNEL

Il n'y a pas d'obligation de reprise de personnel dans le cadre du présent marché.

Quatre mois avant la fin du marché, objet du présent CCAP ou dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, le titulaire devra indiquer si une obligation de reprise du personnel en application de l'article L.1224-1 du code du travail ou d'une convention collective s'impose pour le futur attributaire du marché.

En cas de réponse positive, il devra transmettre à minima les informations suivantes :

- Le coût de la masse salariale
- Le nombre d'équivalents temps pleins (ETP)
- La nature des contrats à reprendre
- Les avantages dont disposent les personnels
- L'expérience, l'ancienneté et la qualification du personnel

Les informations seront à transmettre par courrier à l'adresse suivante :

CHU de Nantes
A l'attention de la Direction des Achats
85 rue saint Jacques
44093 Nantes Cedex 1

A défaut d'éléments transmis au plus tard 3 mois avant la fin du marché ou passé le délai de 15 jours, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne pourra être engagée. En conséquence, aucune obligation de reprise du personnel ne pourra être opposée dans le cadre du futur contrat.

22. DEROGATIONS AU C.C.A.G. F.C.S.

L'article 6 déroge à l'article 4.2.1 du C.C.A.G. F.C.S.

L'article 16 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G. F.C.S.

L'article 17 déroge à l'article 42 du CCAG FCS
